

## LE DALAÏ-LAMA EN VISITE EN EUROPE FÉLICITE ICT POUR SES 30 ANNÉES AU SERVICE DE LA CAUSE TIBÉTAINE

LE 12 SEPTEMBRE 2018, LE DALAÏ-LAMA A ATTERRI EN SUÈDE POUR UNE TOURNÉE EUROPÉENNE DE DOUZE JOURS, UN VOYAGE QUI L'A ÉGALEMENT MENÉ AUX PAYS-BAS, EN ALLEMAGNE ET EN SUISSE, OÙ IL A DONNÉ UNE SÉRIE D'ENSEIGNEMENTS BOUDDHISTES ET DE CONFÉRENCES SUR LE BONHEUR, LA COMPASSION, LA PAIX ET LA NON-VIOLENCE. LORS DE LA VISITE DU CHEF SPIRITUEL TIBÉTAÏN À ROTTERDAM, INTERNATIONAL CAMPAIGN FOR TIBET (ICT) A EU L'HONNEUR DE CÉLÉBRER SES 30 ANNÉES D'EXISTENCE EN SA COMPAGNIE.



Des membres de la communauté tibétaine des Pays-Bas réservent un accueil traditionnel au Dalai-Lama lors de son arrivée à son hôtel à Rotterdam le 14 septembre. (Photo : Jeppe Schilder)

Devant 12 000 visiteurs enthousiastes rassemblés pour assister à une conférence publique du Dalai-Lama le 16 septembre, la directrice générale d'ICT Europe Tsering Jampa a donné le coup d'envoi de la partie spéciale du programme réservée à ICT en prononçant un discours passionné sur le travail réalisé par l'organisation pour faire

progresser la cause tibétaine et soutenir les efforts du Dalai-Lama en vue de négocier une solution à l'oppression du peuple tibétain. « Votre Sainteté, nous sommes profondément reconnaissants de votre leadership, de votre sagesse, de votre compassion et de votre vision d'un monde où le dialogue résout les conflits, où l'harmonie religieuse remplace

les dissensions, et où le caractère unique de l'humanité est respecté », a-t-elle déclaré. « Nous en avons besoin plus que jamais, dans ce monde déchiré par les conflits et la tyrannie. Notre lutte pacifique n'est pas un processus passif; elle demande du courage. Votre

> SUITE PAGE 2



### DANS CETTE ÉDITION :

- 1 Le Dalai-Lama en visite en Europe félicite ICT pour ses 30 années au service de la cause tibétaine
- 2 Des experts de l'ONU exhortent la Chine à prévenir toute discrimination à l'égard des Tibétains
- 3 Un nouveau rapport du Parlement européen encourage la Chine à revoir ses politiques au Tibet
- 4 La Chine resserre la vis sur le bouddhisme tibétain
- 5 Un tribunal chinois rejette l'appel de Tashi Wangchuk
- 6 Démolition de l'ancienne demeure des parents du Dalai-Lama à Lhassa
- 7 Le point sur les prisonniers politiques
- 8 Suggestions de lecture et de vidéo
- 9 Événements à venir



INTERNATIONAL  
CAMPAIGN  
FOR TIBET

#### ICT EUROPE

Funenpark 1D  
1018 AK Amsterdam,  
The Netherlands  
Phone: +31 (0)20 3308265  
Fax: +31 (0)20 3308266  
[icteurope@savetibet.nl](mailto:icteurope@savetibet.nl)

#### ICT BRUSSELS

15, rue de la Linière  
1060 Brussels  
Belgium  
Phone: +32 (0)2 609 44 10  
Fax: +32 (0)2 609 44 32  
[info@savetibet.eu](mailto:info@savetibet.eu)

#### ICT GERMANY

Schonhauser Allee 163  
10435 Berlin  
Germany  
Tel.: +49 (0)30 27879086  
Fax: +49 (0)30 27879087  
[info@savetibet.de](mailto:info@savetibet.de)

#### ICT

1825 Jefferson Place, NW  
Washington, DC 20036  
United States of America  
Phone: +(1) 202-785-1515  
Fax: [202] 785-434  
[info@savetibet.org](mailto:info@savetibet.org)

> SUITE DE LA PAGE 1

*Sainteté, elle nous oblige à suivre votre exemple. Pour International Campaign for Tibet, il s'agit là de la lumière qui nous guide.»*

Le président du Conseil d'administration d'ICT et ami de longue date du Dalaï-Lama, Richard Gere, a ensuite conversé avec le chef spirituel tibétain, rappelant comment le Dalaï-Lama estimait que la crise du Tibet pouvait être résolue grâce au soutien international, ce qui a conduit à la création d'ICT en 1988. Le Dalaï-Lama a également souligné à quel point il était important de soutenir la culture bouddhiste tibétaine, affirmant que les éléments de cette culture sont des «trésors du monde» qui valent la peine d'être préservés

et partagés, tout comme l'environnement du Tibet. Enfin, il a remercié ICT, en déclarant que l'organisation jouait un rôle «très, très utile pour clarifier la question tibétaine». «J'apprécie vraiment», a-t-il ajouté. Richard Gere a conclu la discussion en attirant l'attention du public sur la souffrance du peuple tibétain au Tibet: «N'oubliez pas toutes celles et ceux qui vivent au Tibet. Vous pouvez compter sur ICT pour aider les Tibétains à l'intérieur comme à l'extérieur du Tibet. Alors, s'il vous plaît, venez-leur en aide.»

Le président d'ICT Matteo Mecacci a ensuite clôturé l'événement en annonçant qu'ICT avait pris l'initiative, à l'occasion de son 30<sup>ème</sup> anniversaire, d'offrir une aide financière à

l'Institut d'études supérieures du Dalaï-Lama (Dalai Lama Institute of Higher Studies) dans la ville indienne de Bangalore, pour lui permettre de lancer un programme sur l'éthique laïque – l'un des principaux messages du Dalaï-Lama.

L'événement d'ICT a été immédiatement suivi d'une conférence donnée par le Dalaï-Lama sur le thème de: « Pourquoi la compassion est essentielle dans notre monde troublé ».

**POUR PLUS D'INFORMATIONS À CE SUJET:**

- [Remarques de Tsering Jampa, directrice générale d'ICT Europe, à l'occasion du 30ème anniversaire d'ICT \(en anglais\)](#)
- [Enregistrement vidéo de la conversation entre le Dalaï-Lama et Richard Gere](#)

## DES EXPERTS DE L'ONU EXHORTENT LA CHINE À PRÉVENIR TOUTE DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES TIBÉTAINS

**LE 30 AOÛT 2018, LES EXPERTS DE L'ONU EN MATIÈRE DE DISCRIMINATION RACIALE ONT EXHORTÉ LE GOUVERNEMENT CHINOIS À REVOIR SES POLITIQUES ET LOIS DISCRIMINATOIRES À L'ÉGARD DES TIBÉTAINS ET D'AUTRES GROUPES ETHNIQUES TELS QUE LES OÛIGHOURS ET LES MONGOLS.**

Dans ses observations finales publiées suite à l'examen de la Chine en août dernier, le Comité des Nations Unies pour l'élimination



*Lors de la session d'examen, la délégation chinoise a catégoriquement nié les discriminations systématiques de son pays à l'égard des Tibétains et des Ouïghours. Les mensonges des représentants chinois lors de l'audition ont incité un membre du Comité à demander de manière sarcastique si la délégation « avait fait tout ce chemin depuis la Chine pour nous dire que tout allait bien.»*

de la discrimination raciale (CERD) s'est dit préoccupé par les restrictions significatives à la liberté de circulation auxquelles sont

soumis les Tibétains tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Tibet, ainsi qu'à l'utilisation et au développement de la langue tibétaine, et par la criminalisation de la défense de cette langue. Les préoccupations du Comité portaient également sur le recours à des lois sur l'anti-terrorisme et l'anti-séparatisme pour criminaliser les actes d'expression pacifiques des minorités ethniques et religieuses, et notamment des Ouïghours musulmans et des bouddhistes Tibétains et Mongols. Le Comité a aussi exprimé une inquiétude générale concernant les politiques de déplacement et relocalisations dans le pays qui touchent les Tibétains.

Le Comité a entre autres recommandé au gouvernement chinois de « préserver la langue tibétaine » en « encourageant et en promouvant son utilisation dans les domaines de l'éducation, du système judiciaire et des médias » et de « renforcer les mesures visant à empêcher que des actes de tortures et des mauvais traitements ne

soient commis à l'encontre des membres des minorités ethniques ».

ICT salue les conclusions du Comité, qui envoient un message sans équivoque à la Chine pour que celle-ci revoie ses politiques discriminatoires au Tibet et ailleurs et qu'elle y mette fin. En amont de l'examen de la Chine, ICT avait soumis un rapport parallèle décrivant les attitudes paternalistes du gouvernement chinois à l'égard des Tibétains ainsi que les politiques discriminatoires mises en place au Tibet. ICT a également participé à un dialogue interactif avec le CERD dans le cadre de la session d'examen, lors duquel elle a présenté un exposé oral et répondu aux questions des experts.

**POUR PLUS D'INFORMATION À CE SUJET :**

- [Observations finales du CERD à l'issue de son examen de la Chine \(pour le moment disponibles en anglais uniquement\)](#)
- [Rapport parallèle d'ICT soumis au CERD \(en anglais\)](#)

## LA CHINE RESSERRE LA VIS SUR LE BOUDDHISME TIBÉTAIN

LA CHINE A ENTREPRIS DE RESSERRER LA VIS SUR LE BOUDDHISME TIBÉTAIN, COMME L'ONT RÉCEMMENT MONTRÉ LES COMMENTAIRES D'UN DES HAUTS DIRIGEANTS CHINOIS CONCERNANT L'IMPORTANCE DU CONTRÔLE ACCRU DU PARTI COMMUNISTE SUR LA RELIGION. CES PROPOS ONT ÉTÉ DÉLIVRÉS QUELQUES JOURS APRÈS LA VISITE DU PANCHEN-LAMA CHINOIS À UN LAC SACRÉ ASSOCIÉ À LA RECHERCHE DE LA RÉINCARNATION DU DALAÏ-LAMA.



Cette image de la presse officielle chinoise montre le conseiller politique Wang Yang en visite dans une famille tibétaine de Chamdo (Qamdo en chinois), dans la Région autonome du Tibet. Lors de sa visite, Wang Yang a mis l'accent sur le renforcement des contrôles en ce qui concerne la religion bouddhiste.

Le membre du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, Wang Yang, a insisté sur l'importance de renforcer le contrôle du bouddhisme tibétain lors d'une visite en août dans la Région autonome du Tibet (RAT). Il a expliqué que le travail des autorités en matière d'affaires religieuses était «important pour la stabilité sociale et la prospérité du Tibet sur le long terme». Wang Yang, qui assume des responsabilités en matière de religion en sa qualité de président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), le principal organe consultatif politique du gouvernement, a également déclaré que les personnalités religieuses devaient «faire preuve de courage pour combattre tous les éléments séparatistes» – un discours politique destiné à assurer le respect de la politique du Parti et utilisé ces dernières années

pour faire taire les voix dissidentes. Il a particulièrement mis l'accent sur l'importance de la «sinicisation» du bouddhisme tibétain, qui représente un effort de plus grande ampleur en vue de soumettre cette religion aux diktats du Parti communiste, au mépris total du droit à la liberté de religion ou de conviction, et qui menace encore davantage la survie du bouddhisme tibétain au Tibet.

La visite de Wang Yang au Tibet coïncidait avec une période de plus grande visibilité du panchen-lama désigné par la Chine, Gyaltzen Norbu, qui a fait plusieurs déclarations en faveur du Parti et de ses politiques religieuses. Comme Gyaltzen Norbu était resté discret depuis quelques mois, ce sursaut d'activité n'est pas passé inaperçu et laisse supposer une nouvelle détermination des autorités chinoises à se servir de lui comme d'une figure de proue officielle et «patriotique» au service du Parti.

## UN NOUVEAU RAPPORT DU PARLEMENT EUROPÉEN ENCOURAGE LA CHINE À REVOIR SES POLITIQUES AU TIBET

LE 12 SEPTEMBRE, LE PARLEMENT EUROPÉEN A ADOPTÉ UN NOUVEAU RAPPORT SUR LES RELATIONS UE-CHINE, DANS LEQUEL IL INVITE L'UNION EUROPÉENNE À DEMANDER À LA CHINE DE REVOIR SES POLITIQUES AU TIBET ET DE GARANTIR PLUS D'ÉQUILIBRE ET DE RÉCIPROCITÉ DANS SES RELATIONS AVEC L'UE.

Le rapport, préparé par le membre du Parlement européen Bastiaan Belder (ECR, Pays-Bas) et adopté à une large majorité des voix (530 voix pour, 53 voix contre et 55 abstentions) aborde des questions telles que les échanges commerciaux, l'initiative chinoise «Une ceinture, une route» («One Belt, One Road»), le format de coopération 16+1, la surveillance numérique, le changement climatique et le développement durable, ainsi que la situation des droits de l'Homme dans le pays. Il appelle l'Union européenne à rééquilibrer ses relations avec la Chine et à faire pression sur Beijing pour que l'État chinois améliore la situation générale des droits de l'Homme.

En ce qui concerne le Tibet, le rapport fait état de la détérioration de la situation au cours de ces dernières années et encourage vivement la Chine à «revoir ses politiques» dans la région. Le Parlement européen recommande notamment au gouvernement chinois de modifier les lois et réglementations récemment adoptées qui limitent l'exercice des droits civils et politiques des Tibétains et de reprendre le dialogue sino-tibétain. Alors que l'UE et la Chine célèbrent leur Année commune du tourisme, les membres du Parlement européen ont également renouvelé l'appel qu'ils avaient lancé en faveur d'un accès sans entraves au Tibet pour les citoyens de l'Union européenne

> SUITE PAGE 4

> SUITE DE LA PAGE 3

« afin d'établir un rapport de réciprocité avec l'accès libre et ouvert dont les voyageurs chinois bénéficient sur l'ensemble du territoire des États membres de l'Union ».

Reflétant les inquiétudes croissantes des décideurs politiques de l'Union européenne quant aux conséquences des efforts systématiques de la Chine à influencer l'Europe – efforts soulignés plus tôt cette année dans une [étude approfondie](#) de l'Institut Mercator des études sur la Chine (Mercator Institute for China Studies, MERICS) et de l'Institut de politiques publiques globales (Global Public Policy Institute, GPPi) – le rapport invite également les États membres de l'UE à « intensifier rapidement et résolument leur collaboration et leur cohésion pour ce qui concerne leurs politiques concernant la Chine », afin de mieux contrer les efforts de l'État chinois. En effet, l'année dernière,

à cause du manque de cohésion de ses États membres, l'UE n'avait pas fait de déclaration commune critiquant le bilan de la Chine en matière de droits de l'Homme au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à Genève. Les membres du Parlement européen ont par ailleurs demandé tout au long de leur rapport davantage de réciprocité dans les relations entre l'UE et la Chine, non seulement du point de vue du commerce et de l'accès au marché, mais également dans d'autres domaines tels que la liberté de la presse et de circulation.

#### POUR PLUS D'INFORMATION À CE SUJET :

- [Débat sur l'état des relations UE-Chine au Parlement européen le 11 septembre](#)
- [Rapport 2018 du Parlement européen sur l'état des relations entre l'Union européenne et la Chine](#)

## UN TRIBUNAL CHINOIS REJETTE L'APPEL DE TASHI WANGCHUK

**UN DOCUMENT DU TRIBUNAL CHINOIS CHARGÉ DE L'AFFAIRE INDIQUE LES RAISONS DU REJET DE L'APPEL INTRODUIT PAR LE DÉFENSEUR DE LA LANGUE TIBÉTAINE TASHI WANGCHUK CONTRE LA PEINE DE CINQ ANS DE PRISON PRONONCÉE À SON ENCONTRE EN MAI DERNIER. LE DOCUMENT EXPOSE LE SIMULACRE DES POURSUITES ENGAGÉES PAR LA CHINE ET FAIT CRAINDRE QUE LE JEUNE DÉFENSEUR DES DROITS DE L'HOMME A ÉTÉ TORTURÉ EN DÉTENTION.**

Dans ce document datant du 30 juillet, dont certaines pages ont été publiées sur les médias sociaux le mois dernier et [traduites \(en anglais\) par ICT](#), le tribunal déclare que Tashi Wangchuk « a dénaturé les faits, en attaquant les politiques de l'État relatives aux minorités ethniques et en formulant des remarques qui ébranlent l'unité ethnique et l'unité nationale ».

Ce document confirme également plusieurs indications antérieures selon lesquelles la sensibilité de la Chine à l'égard de son image internationale a joué un rôle critique dans cette affaire, en raison de la visibilité mondiale du New York Times. De plus, aucun élément n'y est présenté en vue de prouver que Tashi Wangchuk a « incité autrui à diviser le pays », ainsi que l'affirme le tribunal, et le document ne réfute nulle part qu'il a été torturé – une crainte que ses avocats avaient exprimée. Les aveux obtenus sous la torture, les menaces et la détention illégale sont censés être irrecevables devant un tribunal, conformément au droit chinois, mais la torture est profondément enracinée dans le système et couramment utilisée contre les prisonniers tibétains et autres prisonniers politiques, surtout lorsque les chefs d'accusation sont liés à des questions

qualifiées officiellement de « préjudiciables à l'unité nationale » ou de « sécessionniste ».

Tashi Wangchuk a été arrêté début 2016, [deux mois après être apparu dans une vidéo et un article du New York Times sur l'éducation en langue tibétaine](#). Il n'a cependant pas été jugé avant janvier 2018 et aucun verdict n'a été rendu avant le 22 mai, date à laquelle l'un de ses deux avocats, Liang Xiaojun, a annoncé sa condamnation à une peine de cinq ans d'emprisonnement. Si l'on inclut la période déjà purgée par Tashi Wangchuk, sa peine a commencé le 29 janvier 2016 et elle prendra fin le 28 janvier 2021. Le président d'ICT Matteo Mecacci a déclaré que le document du tribunal exposait le vide de l'affaire fabriquée à l'encontre de Tashi Wangchuk et qu'il s'agissait là d'un « clou supplémentaire dans le cercueil de l'État de droit en Chine ».

## DÉMOLITION DE L'ANCIENNE DEMEURE DES PARENTS DU DALAÏ-LAMA À LHASA

L'ANCIENNE MAISON DES PARENTS DU DALAÏ-LAMA, L'UN DES PLUS GRANDS ET DES PLUS IMPORTANTS BÂTIMENTS HISTORIQUES RESTANTS À LHASA, A ÉTÉ RASÉE. UNE NOUVELLE STRUCTURE EN BÉTON EST EN COURS DE CONSTRUCTION À SA PLACE.



*La zone à proximité de la résidence de Yabshi Taktser, ancienne demeure des parents du Dalaï-Lama, a servi de parc de stationnement et s'est retrouvée entourée de centres commerciaux. Le bâtiment, désormais rasé, se trouvait dans un état de délabrement et, à cause de son association au Dalaï-Lama, vilipendé par le gouvernement chinois, les Tibétains ont été réticents à soulever des préoccupations à son égard ou à proposer des rénovations appropriées.*

La résidence de Yabshi Taktser se trouvait à proximité du palais du Potala, où le Dalaï-Lama a vécu jusqu'à son évasion du Tibet en 1959. Elle avait une signification particulière, car il s'agissait de la maison des regrettés parents du chef spirituel tibétain. Au fil des années, le bâtiment a été négligé et s'est retrouvé dans un état de délabrement. Selon plusieurs sources d'information, les Tibétains ont eu peur de recommander des travaux d'entretien ou de rénovation à cause des liens du bâtiment avec le Dalaï-Lama.

La demeure semble avoir été rasée deux mois avant que la

protection de Lhasa ne soit abordée dans le cadre d'une réunion annuelle de l'UNESCO, l'organisme mondial du patrimoine, en juin dernier. L'écrivain tibétaine Tsering Woeser a publié en ligne plusieurs images dépeignant le site après la destruction du bâtiment, des pelleteuses et des véhicules lourds nivelant le sol, montrant ensuite la pose de fondations en béton et une nouvelle construction. On ignore encore à quoi servira ce nouveau bâtiment.

Dans un courrier adressé au directeur du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO fin août, ICT [a exhorté](#) l'organe des Nations Unies chargé de protéger les merveilles naturelles et culturelles du monde à enquêter sur la destruction de Yabshi Taktser, en faisant valoir qu'il aurait pu s'agir d'un site protégé en vertu de ses lignes directrices.

## LE POINT SUR LES PRISONNIERS POLITIQUES TENZIN CHOEPHEL

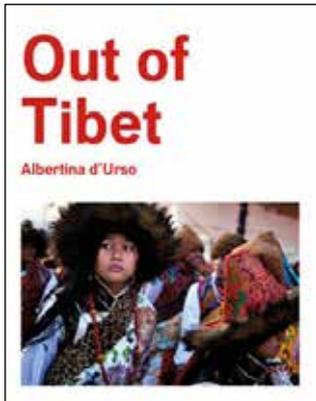
**SELON DE RÉCENTES INFORMATIONS DE RADIO FREE ASIA (RFA), TENZIN CHOEPHEL, HOMME D'AFFAIRES TIBÉTAIN D'UNE QUARANTAINE D'ANNÉES ARRÊTÉ PAR LA POLICE CHINOISE UN PEU PLUS TÔT CETTE ANNÉE, EST TOUJOURS PORTÉ DISPARU PLUS DE CINQ MOIS PLUS TARD ET RISQUE D'ÊTRE TORTURÉ.**



Tenzin Choepel, originaire de la préfecture de Nagchu dans la Région autonome du Tibet, a été arrêté à l'aéroport de Lhasa, à son retour de Chengdu en mars dernier. Il est détenu depuis lors dans un lieu tenu secret, sans avoir été inculqué, au mépris total des normes internationales relatives aux droits de l'Homme.

On ignore les raisons de son arrestation, mais il est probable que Tenzin Choepel ait été ciblé à cause de son travail en faveur de l'unité tibétaine et de ses efforts de plaidoyer il y a quelques années en vue de protéger les montagnes sacrées de Nagchu de projets miniers. Lorsque la police a fouillé sa maison, elle y a trouvé des écrits politiques et des photos du Dalaï-Lama, qui sont toujours interdites dans la plupart des régions du Tibet. Sa famille craint désormais qu'il ne soit torturé en détention – un sort fréquent pour les Tibétains qui s'efforcent de protéger les droits culturels, sociaux, économiques ou environnementaux tibétains.

## SUGGESTIONS DE LECTURE ET DE VIDÉO



### OUT OF TIBET D'ALBERTINA D'URSO

Depuis plus de 10 ans, la photographe italienne Albertina d'Urso suit les traces des Tibétains contraints de fuir leur pays natal, la plupart en traversant la chaîne de l'Himalaya à pied, pour défendre leur identité culturelle et religieuse, leurs traditions et leur langue contre la répression chinoise. Dans son livre intitulé *Out of Tibet* (Hors du Tibet), elle décrit la nouvelle vie de ces Tibétains installés aux quatre coins du monde, y compris dans plusieurs régions d'Inde, ainsi qu'au Népal, à Taiwan, à New York, à Londres, à Paris, à Zurich, à Rome, à Bruxelles, à Amsterdam ou encore à Toronto. Cet ouvrage est émouvant par sa plongée dans leur culture et leurs

traditions dans le pays où ils vivent désormais.

Le travail d'Albertina a été présenté lors d'une exposition intitulée « *Tibetans in Diaspora: A Success Story* » (*Diaspora tibétaine : une belle réussite*) organisée au Parlement européen à Bruxelles fin août. Vous pouvez admirer une partie de son travail sur le site <http://albertinadurso.com/out-of-tibet/>

**EDITEUR:** Dewi Lewis Publishing

**DATE DE PUBLICATION :** June 2016

Cliquez [ici](#) pour acheter ce livre.

## ENTRETIEN AVEC GOLOG JIGME



Lors d'une visite à Washington DC pour participer à la [première Conférence ministérielle pour la promotion des libertés religieuses \(Ministerial to Advance Religious Freedom\)](#) organisée par le département d'État américain, le militant et ancien prisonnier politique tibétain Golog Jigme a pris le temps de s'asseoir avec le vice-président d'ICT

Buchung Tsering afin de discuter de la situation actuelle au Tibet. Golog Jigme – [qui a passé plusieurs années en prison en Chine pour avoir aidé le réalisateur tibétain Dhondup Wangchen à créer le documentaire « Surmonter la peur » et qui a finalement réussi à fuir le Tibet en 2012](#) – lui a confié que la situation dans son pays natal s'était considérablement aggravée. «*Que ce soit au niveau de la culture, de l'environnement, de la [liberté de] circulation ou des croyances religieuses, des restrictions incroyables sont imposées sur tous les fronts*», a-t-il déclaré.

[Cliquez ici](#) pour regarder l'entretien dans son intégralité.

## ÉVÉNEMENTS À VENIR

### • 9 OCTOBRE:

événement parallèle en marge du Forum 2000 à Prague « *Will the democratic world pass the Tibetan test?* » (Le monde démocratique réussira-t-il l'examen tibétain?) en présence de Lobsang Sangay, président du gouvernement tibétain en exil.

### • 18-19 OCTOBRE:

12<sup>ème</sup> Sommet ASEM (Asie-Europe) à Bruxelles et manifestation des communautés tibétaine, ouïghoure et mongole (le 18 de 11h à 13h sur le rond-point Schuman)

### • 6 NOVEMBRE:

Troisième cycle de l'Examen périodique universel (EPU) de la Chine au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies.

### • 21 NOVEMBRE:

Conférence ICT-FIDH « *Access to Tibet and the Principle of Reciprocity* » (L'accès au Tibet et le principe de réciprocité) au Parlement européen